

Unité départementale des Vosges
22-26 avenue Dutac
CS 90021
88026 Epinal

Epinal, le 22/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

OI France SAS

28 rue d'Alsace
BP 1

88170 Gironcourt-sur-Vraine

Références : FR000000000000502
Code AIOT : 0006202256

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/04/2024 dans l'établissement OI France SAS implanté 28 rue d'Alsace BP 1 88170 Gironcourt-sur-Vraine. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OI France SAS
- 28 rue d'Alsace BP 1 88170 Gironcourt-sur-Vraine
- Code AIOT : 0006202256
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société O-I France exploite une installation de fabrication de verre d'emballage soumise à autorisation pour une capacité journalière de 1055 tonnes de verre par jour. Sa capacité soumet l'installation au Système d'Echange des Quotas d'Emissions de CO2 (SEQE).

A ce titre, l'exploitant doit déclarer chaque année ses émissions de CO2 et ses niveaux d'activité de l'année précédente. Ces déclarations sont effectuées sur la base d'un Plan de Surveillance des émissions (PdS) et d'un Plan Méthodologique de Surveillance des niveaux d'activité (PMS) approuvés par le préfet.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	cohérence de la demande de dérogation	Règlement européen du 19/12/2018, article 7-1 et 7-2 Règlement 2019/331	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Programme métrologique pour la détermination des niveaux d'activité	Règlement européen du 19/12/2018, article 11 Règlement 2019/331	Demande d'action corrective	3 mois
6	prise en compte des remarques du rapport de vérification (PcS)	Règlement européen du 20/12/2018, article 14.2.f) Règlement 2018/2066	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	appareils de mesure pour la surveillance des émissions	Règlement européen du 19/12/2018, article 28.1.b) Règlement 2018/2066	Sans objet
3	fréquence d'analyse	Règlement européen du 19/12/2018, article 35.1 Règlement 2018/2066	Sans objet
5	prise en compte des remarques du rapport de vérification (PMS)	Règlement européen du 19/12/2018, article 9.1 Règlement 2019/331	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit mettre en place une procédure de contrôle métrologique pour les instruments utilisés pour la détermination du poids moyen des bouteilles produites. Il doit également clarifier la méthode de détermination de ce poids. L'exploitant doit en outre fournir un calcul d'incertitude complet concernant les flux de matière première en prenant en compte les stocks lorsque cela est nécessaire.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : appareils de mesure pour la surveillance des émissions

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 28.1.b) Règlement 2018/2066
Thème(s) : Risques chroniques, Quotas CO2
Prescription contrôlée : 1. Pour déterminer les données d'activité conformément à l'article 27, l'exploitant utilise les résultats de mesurage fournis par les systèmes de mesure placés sous son propre contrôle dans l'installation, pour autant que les conditions suivantes soient réunies: b) l'exploitant est tenu de faire en sorte que, au moins une fois par an et après chaque étalonnage des instruments de mesure, les résultats de l'étalonnage multipliés par un facteur de correction prudent soient comparés aux seuils d'incertitude requis. Le facteur de correction prudent se

fonde sur une série chronologique appropriée d'étalonnages antérieurs de l'instrument en question ou d'instruments similaires, afin de tenir compte de l'effet de l'incertitude en service. En cas de dépassement des seuils associés aux niveaux approuvés conformément à l'article 12 ou en cas de non-conformité de l'équipement à d'autres exigences, l'exploitant prend des mesures correctives dans les meilleurs délais et en informe l'autorité compétente.

Constats :

Dans son plan de surveillance qui définit la méthode utilisée pour déterminer les données nécessaires à la déclaration des émissions, l'exploitant a indiqué utiliser plusieurs balances pour quantifier sa consommation de matières premières.

Lors de l'inspection, l'exploitant a déclaré que les balances servant à mesurer la consommation de calcaire, de carbonate de sodium, sont contrôlées en interne une fois par an. La quantité de coke utilisée dans le procédé de production étant critique pour la qualité du produit fini, la balance du coke est contrôlée tous les 6 mois. L'exploitant a présenté les rapports de contrôle de ces balances. Un seul rapport fait mention d'une dérive de l'instrument de mesure, qui a ensuite nécessité un étalonnage et une nouvelle vérification pour la balance du coke. L'exploitant a expliqué que le contrôle métrologique est effectué sur l'ensemble de la plage de mesure des balances.

Il a été constaté sur l'installation que les balances étaient constituées d'un système de trémies - pesons. Les poids de 20kg utilisés pour le contrôle sont entreposés à proximité des balances.

Ce constat n'appelle pas de remarque de la part de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : cohérence de la demande de dérogation

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 7-1 et 7-2 Règlement 2019/331

Thème(s) : Risques chroniques, Quotas CO2

Prescription contrôlée :

1. Les exploitants obtiennent des données exhaustives et cohérentes et veillent à l'absence de double comptage et de chevauchement entre les sous-installations. Les exploitants [...] utilisent des sources de données représentant le plus haut degré d'exactitude possible conformément à la section 4 de l'annexe VII.

2. Par dérogation au paragraphe 1, l'exploitant peut utiliser d'autres sources de données conformément aux sections 4.4 à 4.6 de l'annexe VII, pour autant qu'une des conditions suivantes soit remplie:

a) l'utilisation des sources de données les plus exactes conformément à la section 4 de l'annexe VII n'est pas techniquement possible

b) l'utilisation des sources de données les plus exactes conformément à la section 4 de l'annexe VII entraînerait des coûts excessifs;

Constats :

Dans le cadre de la déclaration de niveaux d'activité pour l'allocation de quotas gratuits, l'exploitant doit déclarer le tonnage de bouteilles produites. L'exploitant a fait une demande de dérogation pour ne pas mettre en place de pesée directe des bouteilles conditionnées en fin de chaîne de production comme le prévoit le règlement précité. A la place le tonnage est déterminé par calcul en multipliant un poids journalier de bouteille par le nombre de bouteilles produites.

<p>L'exploitant a justifié cette approche en argumentant qu'elle assure une incertitude au moins équivalente à celle d'une pesée directe des bouteilles conditionnées. La comparaison des valeurs de l'incertitude des deux méthodes doit être présente dans la demande de dérogation, ce qui n'est actuellement pas le cas.</p> <p>Le suivi du nombre de bouteilles produites est assuré par le service de production, qui croise ses données avec celles du service logistique. Ainsi, le nombre de bouteilles produites est ajusté en fonction du nombre de palettes conditionnées. Lors de l'inspection, l'exploitant a pu fournir des données concordantes concernant le nombre de palettes et de bouteilles, tant du côté de la production que de la logistique au travers du logiciel de gestion intégré du site. De plus, l'exploitant a présenté un fichier de travail utilisé pour le rapprochement de ces données.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de compléter sa demande de dérogation avec évaluation de l'incertitude par le calcul de l'incertitude totale. Cette évaluation doit prendre en compte les incertitudes relatives au poids moyen des bouteilles ainsi qu'à leur nombre, et être ensuite comparée à l'incertitude évaluée par l'exploitant d'une pesée directe des bouteilles conditionnées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : fréquence d'analyse

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 35.1 Règlement 2018/2066</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Quotas CO2</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant applique les fréquences d'analyse minimales indiquées à l'annexe VII pour les différents combustibles et matières.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le cadre de la déclaration des émissions, l'exploitant détermine la quantité de carbone contenue dans les matières premières qui sont introduites dans le four. Le carbone contenu sera libéré sous forme de CO2 sous l'effet de la chaleur.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté les rapports d'analyse de la part de carbone total du carbonate de soude, du carbonate de sodium, du calcaire et du coke. Les rapports font mention d'analyses effectuées pour chaque flux de matières trimestriellement, conformément aux fréquences d'analyse minimales requises réglementairement.</p> <p>Ce constat n'appelle pas de remarque de la part de l'Inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Programme métrologique pour la détermination des niveaux d'activité

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 11 Règlement 2019/331</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Quotas CO2</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 11 Système de contrôle (...)</p>

2. Aux fins du paragraphe 1, premier alinéa, l'exploitant établit, consigne, met en œuvre et tient à jour des procédures écrites concernant les activités de gestion du flux de données et les activités de contrôle, et fait référence à ces procédures dans le plan méthodologique de surveillance conformément à l'article 8, paragraphe 3.

4. Aux fins du paragraphe 3, point a), l'exploitant s'assure que tout l'équipement de mesure nécessaire est étalonné, réglé et vérifié à intervalles réguliers, y compris avant l'utilisation, et contrôlé par rapport à des normes de mesure correspondant aux normes internationales, lorsqu'elles existent, et qu'il est adapté aux risques mis en évidence.

Constats :

Comme expliqué dans le constat du point 3, L'exploitant utilise un poids moyen journalier de bouteille pour déterminer le tonnage de production. L'exploitant a expliqué que ce poids était rentré dans le logiciel de gestion intégré par le service production. Il est déterminé sur la chaîne de production à partir de l'enfoncement d'un poinçon dans le col d'une bouteille. Cette mesure est effectuée régulièrement, en particulier suite à un changement de référence de bouteille à produire. À partir de cette mesure l'appareil de mesure calcule le poids de la bouteille. Des pesées régulières sont réalisées sur les bouteilles produites pour contrôler les dérives éventuelles de la fabrication.

Le plan méthodologique de surveillance (PMS) est un document qui décrit les méthodes utilisées pour l'élaboration des déclarations de niveaux d'activité servant à l'allocation de quotas gratuits. Dans son PMS, l'exploitant a indiqué « - le poids moyen journalier d'une bouteille (1 pesée réalisée/ jour/ligne par le service laboratoire et réalisation d'une moyenne).. ». Il indique également : « La balance utilisée pour peser les bouteilles n'est pas étalonnée par un organisme accrédité mais fait l'objet d'un étalonnage interne via des pesons étalonnés tous les ans (méthode c). Tous les 3 mois en interne, l'exploitant procède à un contrôle de la capacité des bouteilles et donc du poids. Les pesons étalons sont contrôlés tous les 2 ans en externe » .

Dans la procédure interne traitant de la surveillance des gaz à effet de serre l'exploitant a précisé : « Le poids en g des bouteilles est saisi dans SAP pour chaque poste et chaque machine. Il correspond à la valeur de la tare du modèle en production (différent du poids d'étude de l'article) ; la tare est définie par rapport à la contenance réelle de la bouteille. Elle est donnée par le laboratoire Qualité et elle évolue en fonction de l'usure moulure. A chaque montage d'une production, nous « calons » le poids article sur nos machines en fonction de la valeur de la tare de la dernière tranche de production. ».

Lors de l'inspection, l'exploitant a pourtant déclaré que la balance servant au contrôle de la capacité des bouteilles ne faisait pas l'objet de contrôle métrologique. Il y a donc incohérence entre les explications de l'exploitant et le contenu de sa documentation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de revoir ou mettre en place un contrôle métrologique des moyens de mesure utilisés pour la détermination du poids moyen journalier des bouteilles. Il lui est également demandé de mettre en cohérence son PMS et la procédure relative à la surveillance des gaz à effet de serre. Un document précisant les modalités de contrôle est à transmettre à l'Inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : prise en compte des remarques du rapport de vérification (PMS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 9.1 Règlement 2019/331

Thème(s) : Risques chroniques, Quotas CO2
Prescription contrôlée : L'exploitant vérifie régulièrement que le plan méthodologique de surveillance est adapté à la nature et au fonctionnement de l'installation et qu'il ne nécessite pas d'améliorations. À cet effet, l'exploitant tient compte de toute recommandation d'amélioration figurant dans un rapport de vérification.
Constats : Le rapport de vérification portant sur la déclaration de niveaux d'activité 2024 fait mention de plusieurs remarques visant à améliorer et corriger le plan méthodologique de surveillance. Lors de l'inspection, plusieurs remarques ont été passées en revue. Elles portent principalement sur les sujets abordés dans les points de contrôle précédents. Ce constat n'appelle pas de remarque de la part de l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : prise en compte des remarques du rapport de vérification (PdS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/12/2018, article 14.2.f) Règlement 2018/2066
Thème(s) : Risques chroniques, Quotas CO3
Prescription contrôlée : 2)L'exploitant ou l'exploitant d'aéronef modifie le plan de surveillance au moins dans les cas suivants: f)lorsqu'il est nécessaire de donner suite aux suggestions d'amélioration du plan de surveillance contenues dans le rapport de vérification.
Constats : Le rapport de vérification portant sur la déclaration des émissions 2024 fait mention de plusieurs remarques visant à améliorer et corriger le plan de surveillance. Lors de l'inspection, plusieurs remarques ont été passées en revue. En particulier, le rapport mentionne que l'incertitude sur le stockage n'est pas prise en compte dans les différents calculs d'incertitude lorsque le stock représente plus de 5 % du flux annuel, ce qui contrevient aux dispositions de l'article 28.2 du règlement 2066/2018 du 19/12/2018 de la Commission européenne.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour les calculs d'incertitude en prenant en compte l'incertitude sur les stocks lorsque ceux-ci représentent plus de 5 % du flux annuel. Les calculs d'incertitude mis à jour sont à transmettre à l'Inspection lors du dépôt de la prochaine version du PdS.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois